



Conseil directeur  
Point 10

CL/185/10b)-R.1  
30 septembre 2009

**RAPPORTS SUR DE RECENTES CONFERENCES ET REUNIONS SPECIALISEES DE L'UIP**

**b) CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE  
(Genève, 7 et 8 mai 2009)**

1. Dès le deuxième semestre 2008, lorsque sont apparus les premiers signes de la crise économique et financière, les Membres de l'UIP ont adopté une position sans équivoque en plaidant pour une coordination des initiatives nationales et internationales propres à atténuer l'impact social et politique de la crise dans les pays tant en développement que développés.
2. Dans une résolution sur un point d'urgence qu'elle a adoptée à sa 119<sup>ème</sup> session (13-15 octobre 2008), l'Assemblée de l'UIP a demandé au Conseil directeur d'organiser dans les plus brefs délais une conférence parlementaire internationale pour examiner les causes et les effets de la crise sur le système économique mondial. Elle a renouvelé cet appel à sa 120<sup>ème</sup> session (Addis-Abeba, 5-10 avril 2009), lors de laquelle la question de l'impact social et politique de la crise a été une nouvelle fois inscrite à son ordre du jour, au titre du point d'urgence.
3. Tout au long de la préparation de cette *Conférence parlementaire sur la crise économique mondiale*, l'UIP a travaillé en collaboration étroite avec l'ONU, qui préparait alors sa propre conférence de haut niveau sur l'incidence de la crise sur le développement. En signe d'appui politique au projet de l'ONU, l'UIP s'est proposée d'accueillir à son siège une rencontre d'économistes parmi les plus renommés de la planète, sous la présidence du Prix Nobel d'économie, M. Joseph Stiglitz. Ce groupe, la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la réforme du système monétaire et financier international, s'est réuni à Genève, à la mi-mars 2009. Ses recommandations ont servi de base à la *Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement* qui s'est tenue aux Nations Unies, à New York, du 24 au 26 juin 2009.
4. La Conférence parlementaire sur la crise économique mondiale a été organisée par l'UIP au Palais des Nations, à Genève, les 7 et 8 mai 2009. Etaient présents quelque 400 participants et observateurs, dont 210 parlementaires de près de 80 pays. Cette conférence a mis en présence des législateurs très divers, appartenant à des commissions parlementaires traitant des questions financières, bancaires, économiques, sociales et de développement.

5. La Conférence s'est articulée autour d'une série de réunions-débats, de débats thématiques et de présentations d'experts, qui ont tous fourni quantité d'informations sur les origines de la crise et sur les enseignements à en tirer. Cette rencontre instructive a permis aux participants de poser des questions directement à des hauts représentants et experts de l'ONU, du G20 et autres, et d'en recevoir des réponses directes. Les parlementaires ont pu dialoguer avec les dirigeants des grandes institutions économiques et financières ayant une responsabilité particulière dans la lutte contre la crise et échanger des vues sur la stratégie parlementaire à suivre pour surmonter la crise aux plans national et international.

6. Le Président de l'UIP, M. Theo-Ben Gurirab, et le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi, représentant le Secrétaire général de l'ONU, ont prononcé des discours à la séance inaugurale. D'autres personnalités se sont exprimées devant l'assemblée, soit en personne, soit par lien vidéo, comme suit : M. Juan Somavía, Directeur général du Bureau international du Travail, Lord Malloch-Brown, Secrétaire d'Etat du Royaume-Uni, M. Geir Haarde, ancien Premier ministre de l'Islande, M. Jomo Kwame Sundaram, Sous-Secrétaire général de l'ONU chargé du développement économique, M. Jan Kregel, Rapporteur principal de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la réforme du système monétaire et financier international, M. Paul Larsen, du Programme alimentaire mondial, les professeurs Jeffrey D. Sachs et José Antonio Ocampo de l'Université de Columbia (Etats-Unis) et Mme Barbara Prammer, Présidente du Parlement autrichien.

7. A la séance de clôture, le Président de l'UIP, agissant en qualité de président de la Conférence, a exposé les remarques finales résumant les deux jours de débats (voir Annexe). Un compte rendu complet des délibérations de la Conférence a été distribué aux Membres le 17 août et publié sur le site web de l'UIP.

8. Les résultats de la Conférence parlementaire ont, comme il se doit, alimenté le processus de réflexion engagé par l'Assemblée générale des Nations Unies sur les causes et conséquences de la crise. Aussi le *Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement* (document ONU A/RES/63/303) comporte-t-il un paragraphe encourageant l'UIP "à continuer de contribuer à l'élaboration de réponses mondiales à la crise". Cette mention par la plus haute instance des Nations Unies du travail accompli par l'UIP constitue un succès important en ce sens qu'il s'agit là d'une reconnaissance explicite du rôle des parlements dans la résolution de la crise économique et financière mondiale.

9. D'autres mesures seront envisagées lors d'une session extraordinaire de réexamen et de suivi sur la crise économique mondiale, qui se tiendra le 20 octobre 2009, dans le cadre du programme de travail général de la 121<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP, pour la mise en œuvre des résolutions et décisions de l'UIP relatives à la crise, notamment celles des Assemblées statutaires et de la Conférence parlementaire sur la crise économique mondiale.



# CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

*Organisée par l'Union interparlementaire  
Genève, 7 et 8 mai 2009*

## DECLARATION DE CLOTURE DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE M. THEO-BEN GURIRAB

Nous avons eu deux jours de débats intenses et riches. Nous nous sommes intéressés aux causes de la crise économique, à son évolution probable et à la meilleure manière d'y remédier. Nos débats ont été enrichis par les interventions de plusieurs orateurs invités et experts qui nous ont fait profiter de leurs connaissances et de leur sagesse. Nous avons évoqué les mesures d'urgence nécessaires ainsi que les mesures à prendre à moyen et long terme. Nous avons débattu du rôle qui est le nôtre en tant que parlementaires, et de ce que les gouvernements et la communauté internationale peuvent faire.

Il n'est pas possible de rendre compte de tout ce qui s'est dit dans une brève déclaration de synthèse, aussi inclusive soit-elle. Un rapport complet vous sera envoyé avec un résumé des débats et exposés d'ici un mois. Aussi vais-je axer ma déclaration finale à ce stade sur quelques orientations qui, me semble-t-il, ont recueilli votre adhésion.

Premier point, pour régler la crise dans l'immédiat, il faudra déboursier des fonds de relance extrêmement conséquents. Il faut relancer l'économie, créer des emplois, réparer le système financier, rétablir la confiance et donner une impulsion forte au commerce et à l'investissement. Pour reprendre les conclusions du G20 tenu à Londres le mois dernier, nous devons bâtir une reprise inclusive, verte et durable, et cela demandera des fonds considérables.

La crise économique et financière trouve son origine dans l'économie des pays les plus avancés et les premiers plans de sauvetage sont, pour la plupart, mis en œuvre par ces pays. Toutefois, la crise touche tous les pays et en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés, qui n'y sont pour rien.

Les membres du G20 ont admis que ces pays avaient besoin d'être aidés. Ce qui signifie qu'il faut tenir les engagements déjà pris à diverses reprises.

Deuxièmement, nous avons tous insisté sur la nécessité d'une régulation accrue du secteur financier. Il faut que le système bancaire soit beaucoup plus transparent, tant au plan interne que vis-à-vis de l'extérieur, qu'il ne l'a été jusqu'à présent. De même, il faut mieux encadrer les agences de notation de crédit et les soumettre à des contrôles afin de veiller que les informations qu'elles publient ne soient pas trompeuses.

Troisièmement, l'emploi doit être au cœur du débat. La santé de l'économie mondiale ne doit pas être mesurée à l'aune de la reprise des marchés boursiers mais plutôt en fonction du redressement des marchés du travail, lesquels doivent proposer des emplois assurant une subsistance et respectant la dignité du travail.

Quatrièmement, notre discussion a porté en bonne partie sur les institutions financières internationales et sur la nécessité de les réformer. Il a été dit que les prêts accordés par le Fonds monétaire international ne devaient plus être assortis des clauses traditionnelles de conditionnalité et qu'ils ne devaient pas être accordés au détriment de la protection sociale.

Nous, parlementaires, devons concourir à la conception d'un nouveau système qui soit mieux adapté aux aspirations les plus profondes des citoyens. Nous devons veiller à ce qu'il y ait une interaction beaucoup plus étroite des parlements avec les institutions financières internationales, ceci afin d'exercer un contrôle parlementaire plus fort.

Cinquièmement, il nous faut admettre que la crise financière mondiale affecte différemment les femmes et les hommes et que les femmes sont plus durement touchées. La crise risque non seulement de figer ces inégalités enracinées mais il est probable qu'elle va même les exacerber, et que les femmes vont s'enliser un peu plus dans la pauvreté. Or, les femmes sont un élément moteur de notre économie, formelle et informelle, et les solutions à la crise doivent donc miser sur leur potentiel, reconnaître leur contribution et promouvoir l'égalité des sexes. Au Parlement, nous devons faire en sorte que les politiques et programmes qui sont mis au point pour faire face à la crise tiennent compte de la nécessaire égalité entre les sexes et de la participation politique des femmes, et qu'ils s'appuient sur des instruments tels que la budgétisation de genre.

Contrairement à ce que d'aucuns croient, cette crise n'est pas irréversible. De fait, elle peut être l'occasion de réaliser de réels progrès dans nos sociétés, de remédier aux inégalités et déséquilibres existants et de bâtir de nouveaux systèmes basés sur l'inclusion, la transparence et la bonne gouvernance. Nous devons nous appuyer sur notre rôle d'élus pour nourrir l'optimisme que cela suppose.

Chers collègues,

Les tâches qui attendent nos gouvernements pour réformer en profondeur nos systèmes financiers et forger un monde moins prédisposé aux crises, sont colossales. Comme nous l'avons constaté durant ces deux journées, nous, parlementaires, sommes intéressés au premier chef à la réussite de toute réforme. Le meilleur type de soutien que nous pouvons apporter à nos gouvernements consiste, en fait, à en contrôler strictement l'action. A mesure que s'appliqueront les réformes - elles prendront des années et non pas des mois - nos congénères dépendront de nous tant pour être tenus pleinement informés des évolutions accomplies que pour être assurés que leurs vues et aspirations seront dûment prises en compte.

Je vous remercie.